

L'INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT AU 20ème CONGRÈS DE L'U.D.-F.O.

Le camarade Alexandre Hébert a présenté son rapport moral en précisant d'entrée de jeu qu'il avait l'intention, à l'occasion de ce dernier Congrès, en tant que Secrétaire général, de rendre compte de son mandat, non seulement sur les trois dernières années d'activité de l'Union départementale mais plus largement sur l'ensemble de son activité militante à partir de son entrée dans la vie active, c'est-à-dire sur 59 ans de participation à la vie du mouvement ouvrier.

Après avoir rappelé que, dès son entrée dans la vie active à l'âge de 11 ans (comme apprenti fumiste tôlier), il a été confronté aux problèmes du mouvement ouvrier, et très rapidement il s'est intéressé à la vie politique et syndicale. C'est au travers de la lecture du *Populaire de Paris*, journal de la *Section française de l'internationale ouvrière* (S.F.I.O.), qu'il a découvert la vie politique et sociale.

Alexandre Hébert rappelle aussi que les problèmes auxquels était confronté le mouvement ouvrier à cette époque ne sont finalement guère différents des problèmes actuels, que ceux de la S.F.I.O. de 1933. Déjà le débat sur "Socialisme, capitalisme ou la recherche d'une troisième voie" était au centre des discussions. C'est ce débat qui a conduit à la scission dans la S.F.I.O. et entraîné de nombreux militants par la suite dans la collaboration avec le fascisme.

«C'est au moment où la droite, pas n'importe quelle droite, celle de Pierre Laval, était au pouvoir. Ce même Pierre Laval, qui était en plus un renégat, lorsqu'il était au Parti socialiste a prononcé une parole historique, en s'adressant à la bourgeoisie: "La bourgeoisie n'a pas suffisamment d'hommes, elle va les prendre dans la poubelle où le parti ouvrier jette les siens".

Il y a un changement par rapport à cette époque-là. A l'époque, on jetait les hommes qui trahissaient à la poubelle, maintenant c'est eux qui nous jettent dehors».

Mais finalement, Alexandre Hébert constate que dans le mouvement politique on a fourni beaucoup d'hommes à nos adversaires, sinon à nos ennemis.

Puis la période de 1936 est évoquée. La grève générale: 5 millions de grévistes, l'immense peur des patrons, les 40 heures, les congés payés.

A ce sujet, Alexandre Hébert tient à préciser que ce n'est pas le gouvernement de *Front populaire* qui a permis ces conquêtes sociales importantes mais l'action de la classe ouvrière au travers de la grève générale.

Ensuite, le rapporteur évoqua toute la période qui a conduit à la guerre et l'intensité des débats qui traversera le mouvement ouvrier. C'était la période de la montée du stalinisme, les procès de Moscou, la politique de non-intervention en Espagne. C'est à l'occasion de ces événements que le camarade Alexandre Hébert fit sa rencontre avec un groupe anar.

Très rapidement après l'échec de la grève du 30 novembre 1938, la guerre arrive, précédée du *Pacte germano-soviétique* et entraînant son cortège d'horreurs. C'est un véritable basculement. Alexandre Hébert constate la montée du chauvinisme et du nationalisme, les militants qui veulent rester fidèles à leurs principes se trouvent isolés. A cette occasion, il rappelle la citation de Pierre Monatte confronté à la même situation en 1914 face à la guerre et au choc de l'Union sacrée: «J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin d'aller ruminer et cuver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises, mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation?

tion des travailleurs de tous les pays? (...) Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût».

Pendant la guerre, requis par l'Allemagne, Alexandre Hébert est confronté directement au nazisme dont les principaux mots d'ordre étaient: «*Entre le chaos bolchevique et le capitalisme apatride. Pour un nouvel ordre et une nouvelle Europe*».

On ne peut qu'être frappé par l'analogie avec la situation actuelle. Vient la fin de la guerre et la reconstitution des syndicats.

C'est de cette période que date son engagement direct dans la vie syndicale. Cet engagement coïncide avec la naissance de la C.G.T.-F.O. Dès 1946, Alexandre Hébert s'abonne au journal F.O. et dans la C.G.T. participe au combat contre la mainmise des staliniens. Il est de ceux qui, très rapidement, se prononcent pour la scission avant même que celle-ci ne soit consommée, il précise qu'il n'a pas participé à la réunion à la *Salle des Horticulteurs* parce que, en quelque sorte, il avait déjà réalisé sa propre scission avec la C.G.T. Peu de militants osèrent à l'époque franchir le pas. Remarqué par des camarades par son combat à la S.N.C.F. contre la direction de la C.G.T., il est proposé comme Secrétaire de l'Union départementale de Loire-Atlantique en 1947.

Le camarade Alexandre Hébert rappelle, après toute une série d'événements, les grandes grèves, notamment celle de 1953, la guerre d'Algérie, sa prise de position pour l'indépendance, les débats passionnés dans la confédération, sa rencontre avec Messali Hadj.

Il indique également que c'est de cette époque que date sa rencontre avec Pierre Lambert. C'est l'occasion de rappeler que toute sa vie il s'est efforcé de rassembler largement au sein de la Confédération tous les courants en veillant au respect de l'indépendance réciproque. Il signale que malgré quelques différends bien naturels dans une vie militante, c'est cette conception qui a permis de poursuivre l'action en commun au sein de la confédération.

Beaucoup d'autres événements importants ont été évoqués. Bien sûr 1958, l'arrivée de De Gaulle, le «*coup d'État permanent*» selon la formule de François Mitterrand, et le référendum de 1969.

A ce sujet, le camarade Alexandre Hébert rappelle que la confédération a appelé au "double NON!" à ce référendum, ce qui lui permet de préciser que lorsque l'indépendance des organisations syndicales est mise en cause, le mouvement syndical se doit de prendre position. La confédération est indépendante des partis politiques et des gouvernements, elle n'est pas apolitique. C'est pourquoi aussi il pense qu'il aurait été justifié d'appeler à voter non à Maastricht dans la mesure où ce traité prétend transformer sur le plan européen les organisations syndicales en agents d'exécution de la politique décidée par la *Commission européenne*, et cela en vertu du principe de subsidiarité.

1981: élection de François Mitterrand. Alexandre Hébert rappelle qu'il a voté pour François Mitterrand en signalant immédiatement que ça n'est certainement pas ce qu'il a fait de mieux dans sa vie.

En effet, il n'a pas fallu attendre bien longtemps. Dès juin 1982, Pierre Mauroy, en décidant de suspendre les conventions collectives, prenait une mesure qu'aucun autre gouvernement, sauf en période de guerre, ne s'était permis auparavant. Cette date marque le début de dix années de réaction, de recul pour le mouvement syndical.

Après avoir rappelé le passage à F.O. des enseignants en 1983 et le rôle qu'a joué l'Union départementale de Loire-Atlantique, Alexandre Hébert aborde les problèmes d'actualité: syndicalisme d'accompagnement ou syndicalisme de contestation, indépendance syndicale ou recomposition dans le cadre européen. Ce débat s'est trouvé au centre de la discussion à l'occasion du départ d'André Bergeron et de l'élection du camarade Blondel.

Au centre des problèmes d'actualité évoqués: l'assurance maladie et plus généralement la protection sociale. Alexandre Hébert pose la question: l'indépendance de la confédération permet-elle que l'on puisse signer un projet de loi qui organise une forme de rationnement des dépenses de santé. Il demande à la confédération que la discussion s'engage sur ce problème déterminant, à la fois pour l'avenir de notre confédération mais aussi pour la défense de l'ensemble des acquis du mouvement syndical.

«Et je voudrais conclure: camarades, ne vous laissez pas prendre à la propagande d'État, elle est bien faite, elle est insidieuse. Le stalinisme a fait faillite, c'est vrai camarades, et nous avons combattu et nous avions raison de le combattre; mais le capitalisme est en train de faire faillite lui aussi: il faut en être conscient, même baptisé économie de marché, un système économique libéral ou non, un système économique fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il faut remettre cela au goût du jour camarades, un système économique qui condamne en France 4 à 5 millions d'hommes et de femmes à être des chômeurs et demain des exclus qui vont clochardiser toute une partie de la population, nos camarades, nos enfants, nos petits-enfants, c'est un régime condamné, un régime pourri, aussi pourri que le stalinisme, un régime qui permet de massacrer les irakiens parce qu'ils n'entrent pas dans l'ordre mondial, pas parce que Saddam Hussein est un dictateur, mais parce qu'il fallait donner une leçon, il fallait nous foutre la trouille, il fallait nous dire: "Si un jour vous voulez changer de régime, voilà ce qui vous attend".

Un régime qui, aujourd'hui, évalue les besoins mondiaux en céréales: camarades, on évalue mondialement les besoins, on dit il faut tant de millions de tonnes et après on répartit, on condamne les paysans au gel de leur terre alors qu'il ne s'agit que des besoins solvables, ce qui veut dire en clair que ceux qui ne peuvent payer sont condamnés à mort.

C'est ça la réalité du capitalisme, c'est ça la réalité de l'économie de marché camarades, ça n'est pas autre chose, c'est ça et nous allons accepter ça sous prétexte que nous avons fait faillite, c'est vrai, par le truchement du stalinisme, et la faillite du stalinisme c'est un peu la nôtre, c'est vrai, pour autant nous allons devenir les propagandistes de M. Teulade, lui, ce vendu au capitalisme, nous allons laisser faire ce propagandiste pour dire: "oui, oui, on va appliquer", M. Teulade, on va appliquer, on va réduire les dépenses... médicalisées? L'essentiel c'est qu'on réduise les dépenses, mais vous savez camarades, les RMIstes, c'est fini pour eux, ils n'ont plus qu'à crever dans les bidonvilles.

C'est ça le régime capitaliste, c'est ça camarades qu'on nous promet, la misère et la mort. Il faut que vous le sachiez, il faut vous en convaincre et personne n'est à l'abri, il ne doit pas y avoir beaucoup de chômeurs dans la salle, heureusement, mais qui vous dit que demain vous ne serez pas chômeurs, et qui vous dit qu'on ne vous traitera pas comme la C.G.T. et la C.F.D.T. ont traité les camarades de chez Bull: un collectif de licenciés, la ségrégation avant même qu'ils soient RMIstes, on les trie, on les met de côté, on les enferme dans un ghetto.

C'est ça la réalité, et tout le baratin humanitaire d'un Kouchner ou d'un autre est scandaleux. Eh bien camarades, je vais vous dire: c'est peut-être, comme disait toujours mon ami Pierre Lambert, que je suis fils de pécure et pécure moi-même, permettez-moi quand même de saluer la lutte des paysans. Ils montrent l'exemple camarades, et je suis géné, eux se battent contre leurs appareils syndicaux, contre leur ministre, contre leurs curés, ils descendent dans la rue et ça continuera. Quand camarades la classe ouvrière fera-t-elle sa jonction avec les paysans? Quand irons-nous à l'assaut de ce régime pourri? Quand opposerons-nous un changement de politique? Ça n'est pas en bavardant avec Pierre ou avec Paul ou avec François qu'on changera les choses, c'est dans la mesure où les travailleurs prendront leur destin en main.

Camarades, croyez-moi, la formule de la 1^{ère} Internationale reste valable, elle reste toujours, comme disait Monatte, fraîche et jeune: "L'Émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Ne vous fiez jamais ni aux politiques, ni aux hommes d'État, ne comptez que sur vous-mêmes, et c'est ça qui fait la grandeur de notre organisation».
